



Paris, le 1^{er} septembre 2025

« Au rythme où l'armée israélienne tue les journalistes dans la bande de Gaza, il n'y aura bientôt plus personne pour vous informer »

Nous, sociétés des journalistes, nous joignons à la mobilisation internationale initiée par Reporters sans frontières (RSF), Avaaz et le "Committee to Protect journalists" (CPJ) en solidarité avec nos confrères et consœurs journalistes palestiniens de la bande de Gaza.

Le 25 août encore, cinq journalistes ont été tués par l'armée israélienne lors d'un double bombardement sur la zone de l'hôpital Nasser, à Khan Younès.

Dans la nuit du 10 au 11 août, l'armée israélienne a tué six journalistes dans une frappe ciblée et revendiquée contre le correspondant d'Al-Jazeera, Anas al-Sharif.

Au total, ce sont 220 journalistes qui ont été tués par l'armée israélienne depuis la terrible attaque du 7 octobre 2023, selon RSF. Bon nombre d'entre eux ont été tués dans l'exercice de leur fonction.

Avec leur mort, c'est la liberté de la presse que l'on assassine et c'est la réalité des Palestiniens, vivant sous les bombardements et menacés par la famine, qui est réduite au silence.

Ensemble, nous dénonçons avec la plus grande fermeté ces meurtres et ces assassinats par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

Nous dénonçons également les campagnes systématiques de décrédibilisation et de délégitimation du travail de nos confrères gazaouis. Ces professionnels de l'information, qui risquent leur vie quotidiennement pour exercer leur métier dans des conditions extrêmes, méritent notre respect et notre soutien, non notre suspicion.

Nous, sociétés des journalistes, demandons à nos dirigeants de faire pression sur le gouvernement israélien afin de faire cesser les crimes de l'armée israélienne contre les journalistes palestiniens. À quelques jours de l'ouverture de la 80e Assemblée générale des Nations Unies, il est urgent d'agir.

Nous demandons aux autorités israéliennes qu'elles permettent enfin un accès indépendant aux journalistes internationaux à la bande de Gaza et sans la supervision ni le contrôle de l'armée israélienne. Nous le répétons : cette restriction constitue une entrave majeure au droit à l'information et à la liberté de la presse.

Nous demandons la reprise immédiate par les autorités françaises des évacuations de nos confrères et consœurs palestiniens qui le souhaitent, aujourd'hui menacés de mort, par la famine et par les bombardements.

Notre profession est attaquée. Notre devoir d'informer est bafoué. Notre solidarité avec nos confrères et consœurs palestiniens est totale.

Nous déplorons enfin le sort des millions de civils Palestiniens, qui vivent sous la menace permanente des tirs de l'armée israélienne et de la faim depuis près de deux ans. Nous n'oublions pas le sort incertain des otages israéliens, captifs depuis le 7 octobre.

Les Sociétés des journalistes et de personnels de :

Agence France Presse, Arrêt sur Images, Arte, BFM Business, BFMTV, Blast, Ça m'intéresse, Ça m'intéresse Histoire, Capital, Challenges, Courrier international, France 24, France 3 nationale, France Télévisions rédaction nationale, franceinfo numérique, franceinfo TV, GÉO, La Tribune, LCI, Le Figaro, Les Echos, L'Express, Le Monde, Le Nouvel Obs, Le Parisien, Le Point, L'Equipe, L'Humanité, L'Informé, L'Usine nouvelle, Libération, Mediapart, M6, NRJ Group, Premières Lignes TV, Public Sénat, Radio France, Radio France Internationale, RTL, Sept à Huit, Télérama, TV5 Monde